

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[C – 2005/22040]

Avis. — Arrêté royal du 14 novembre 2003 fixant le tarif des honoraires et frais dus aux-experts désignés par les juridictions du travail dans le cadre d'expertises médicales concernant les litiges relatifs aux allocations aux handicapés, aux prestations familiales pour travailleurs salariés et travailleurs indépendants, à l'assurance chômage et au régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (Moniteur belge du 28 novembre 2003, Ed. 3)

Indexation au 1^{er} janvier 2005.

Les montants mentionnés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°, a), b), c) et d) d'arrêté royal précité sont égaux pour l'année 2005, à :

- 1° a) honoraires personnels de l'expert : 308,76 EUR;
 b) si l'examen est exécuté par un psychiatre ou par un neuropsychiatre : 366,23 EUR;
 2° frais administratifs : 92,38 EUR;
 3° frais pour les examens complémentaires :
 a) examens médicaux, excepté ceux visés sous b) voir nomenclature de l'Inami;
 b) examens exécutés par un psychiatre ou par un neuropsychiatre : 181,00 EUR;
 c) examens réalisés par un psychologue, avec batterie complète de tests ou par un ergologue : 125,51 EUR;
 d) tout autre examen ou avis non visé sous a), b), ou c) : 62,75 EUR.

Ces montants sont applicables aux expertises dont le rapport définitif est déposé à partir du 1^{er} janvier 2005.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[C – 2005/22040]

Bericht. — Koninklijk besluit van 14 november 2003 tot vaststelling van het tarief van de erelonen en de kosten voor de deskundigen aangewezen door de arbeidsgerechten in het kader van medische deskundige onderzoeken inzake de geschillen betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, de gezinsbijslag voor werknemers en zelfstandigen, de werkloosheidsverzekering en de regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen (Belgisch Staatsblad van 28 november 2003, Ed. 3)

Indexatie van de bedragen op 1 januari 2005.

De in artikel 1, eerste lid, 1°, 2° en 3°, a), b), c) en d) van het bovenvermelde koninklijk besluit opgenomen bedragen zijn, voor het jaar 2005 :

- 1° a) persoonlijk ereloon van de deskundige 308,76 EUR;
 b) indien het onderzoek uitgevoerd wordt door een psychiater of door een neuropsychiater : 366,23 EUR;
 2° administratieve kosten : 92,38 EUR;
 3° kosten voor de bijkomende onderzoeken :
 a) medische onderzoeken behalve degenen in b) bedoeld : zie nomenclatuur RIZIV;
 b) onderzoeken uitgevoerd door een psychiater of door een neuropsychiater : 181,00 EUR;
 c) onderzoeken uitgevoerd door een psycholoog, met volledige reeks testen of door een ergoloog : 125,51 EUR;
 d) elk ander onderzoek of advies niet bedoeld in a), b) of c) : 62,75 EUR.

Deze bedragen zijn van toepassing voor de expertises waarvan het definitief verslag neergelegd wordt vanaf 1 januari 2005.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2005/09061]

25 JANVIER 2005. — Directive commune de la Ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux relative à la constatation, l'enregistrement et la poursuite des infractions en matière de détention de cannabis

A. Introduction

A la suite de l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 20 octobre 2004, publié au *Moniteur belge* du 28 octobre 2004, lequel a annulé l'article 16 de la loi du 3 mai 2003 modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes, des instructions similaires provisoires ont été récemment diffusées dans chaque ressort. Elles concernaient les poursuites en cas de détention par des personnes majeures de quantités très limitées de cannabis.

Il s'agit des instructions suivantes :

- La circulaire du procureur général près la cour d'appel de Bruxelles du 16 décembre 2004;
- la circulaire du procureur général près la cour d'appel de Gand du 30 novembre 2004;
- la circulaire du procureur général près la cour d'appel de Mons du 27 décembre 2004;
- la circulaire du procureur général près la cour d'appel d'Anvers du 17 décembre 2004;
- la circulaire du procureur général près la cour d'appel de Liège du 29 octobre 2004.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2005/09061]

25 JANUARI 2005. — Gemeenschappelijke richtlijn van de Minister van Justitie en het College van procureurs-generaal omtrent de vaststelling, registratie en vervolging van inbreuken inzake het bezit van cannabis

A. Inleiding

Ingevolge het arrest van het Arbitragehof van 20 oktober 2004, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 28 oktober 2004, waarbij artikel 16 van de wet van 3 mei 2003 tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en anti-septica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen werd vernietigd, werden, in het recente verleden, binnen elk rechtsgebied, gelijklopende tijdelijke richtlijnen verspreid inzake de vervolging van het bezit, door meerderjarigen, van zeer beperkte hoeveelheden cannabis.

Het betreft de volgende dienstbrieven :

- de omzendbrief van de procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel, d.d. 16 december 2004;
- de omzendbrief van de procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent, d.d. 30 november 2004;
- de omzendbrief van de procureur-generaal bij het hof van beroep te Bergen, d.d. 27 december 2004;
- de omzendbrief van de procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen, d.d. 17 december 2004;
- de omzendbrief van de procureur-generaal bij het hof van beroep te Luik, d.d. 29 oktober 2004.

B. Portée

1. La présente directive commune confirme les dispositions des circulaires qui ont été diffusées par les différents procureurs généraux.

Afin de faciliter l'application de ces dispositions, ces circulaires sont remplacées par la présente directive commune qui comprend aussi un complément relatif à la constatation et à l'enregistrement de certaines infractions à la législation sur les drogues.

La présente directive commune ne modifie pas les dispositions de la directive ministérielle du 16 mai 2003 relative à la politique des poursuites en matière de détention et de vente au détail de drogues illicites qui ne sont pas liées à l'article 16 de la loi du 3 mai 2003, annulé par la Cour d'arbitrage.

2. La présente directive commune entrera en vigueur le 1^{er} février 2005.

C. Directives concernant les poursuites

1. La détention, par un majeur, d'une quantité de cannabis à des fins d'usage personnel, sera, comme par le passé, considérée comme relevant du degré de priorité le plus bas de la politique des poursuites, sauf si cette détention est accompagnée de circonstances aggravantes ou d'un trouble à l'ordre public.

2. Comme le prévoit la directive ministérielle du 16 mai 2003 relative à la politique des poursuites en matière de détention et de vente au détail de drogues illicites, la quantité de cannabis détenue par une personne majeure, considérée, à défaut d'indice de vente ou de trafic, comme relevant d'un usage personnel, sera de 3 grammes maximum ou d'une plante cultivée.

On se réfère à ce sujet à l'article 26bis, 2°, de l'arrêté royal du 31 décembre 1930 réglementant les substances soporifiques et stupéfiantes et relatif à la réduction des risques et à l'avis thérapeutique, tel qu'inséré par l'arrêté royal du 16 mai 2003, qui détermine les infractions qui appartiennent à la "première catégorie", à savoir les infractions d'importation, de fabrication, de transport, d'acquisition et de détention de substances soporifiques et stupéfiantes, ainsi que la culture de plantes de cannabis, pour l'usage personnel.

3. Les circonstances aggravantes sont celles mentionnées à l'article 2bis de la loi du 24 février 1921. Les circonstances qui constituent un trouble à l'ordre public sont :

- la détention de cannabis dans un établissement pénitentiaire ou dans une institution de protection de la jeunesse;
- la détention de cannabis dans un établissement scolaire ou similaire ou dans ses environs immédiats. Il s'agit de lieux où les élèves se rassemblent ou se rencontrent, tel qu'un arrêt de transport en commun ou un parc proche d'une école;
- la détention ostentatoire de cannabis dans un lieu public ou un endroit accessible au public (p. ex. un hôpital).

Le procureur du Roi tiendra compte des circonstances locales et donnera, le cas échéant, des directives plus précises.

En vue du maintien adéquat de l'ordre public et en tenant compte de la capacité des services de police, chaque procureur du Roi peut diffuser une directive particulière en cas de rassemblement de masse. Cette directive provisoire et spécifique doit viser un événement bien précis et être motivée par les circonstances propres à cet événement (p. ex. un festival rock).

D. Directives concernant la constatation et l'enregistrement

1. La constatation de la détention par une personne majeure d'une quantité de cannabis ne dépassant pas 3 grammes ou d'une plante de cannabis, destinées à l'usage personnel, sans circonstance aggravante ni trouble à l'ordre public, ne donnera lieu qu'à la rédaction d'un procès-verbal simplifié (PVS). Dans tous les autres cas, un procès-verbal ordinaire sera rédigé.

2. Dans le procès-verbal simplifié, seules les données suivantes seront reprises :

- numéro de notice
- lieu et date des faits
- nature des faits (type et quantité du produit)
- identité complète de l'auteur
- résumé de sa version des faits.

B. Draagwijdte

1. Onderhavige gemeenschappelijke richtlijn bevestigt de bepalingen van de omzendbrieven die door de onderscheiden procureurs-generaal werden verspreid.

Teneinde de toepassing van deze bepalingen te vergemakkelijken, worden voormelde omzendbrieven vervangen door huidige gemeenschappelijke richtlijn die tevens een aanvulling inhoudt omtrent de wijze van vaststelling en registratie van sommige inbreuken op de drugwetgeving.

Deze gemeenschappelijke richtlijn wijzigt niet de bepalingen van de ministeriële richtlijn van 16 mei 2003 betreffende het vervolgingsbeleid inzake het bezit van en de detailhandel in illegale verdovende middelen die geen verband houden met artikel 16 van de wet van 3 mei 2003, vernietigd door het Arbitragehof.

2. Onderhavige gemeenschappelijke richtlijn treedt in voege op 1 februari 2005.

C. Richtlijnen inzake de vervolging

1. Aan het bezit, door een meerderjarige, van een hoeveelheid cannabis voor persoonlijk gebruik wordt, zoals in het verleden, de laagste prioriteit in het vervolgingsbeleid gegeven, uitgezonderd wanneer het bezit gepaard gaat met verzwarende omstandigheden of verstoring van de openbare orde.

2. Zoals onder het regime van de ministeriële richtlijn van 16 mei 2003 betreffende het vervolgingsbeleid inzake het bezit van en de detailhandel in illegale verdovende middelen, wordt het bezit van een hoeveelheid cannabis van maximum 3 gram of één geteelde plant, door een meerderjarige persoon, zonder dat enige aanwijzing inzake verkoop of handel aanwezig is, geacht te zijn voor persoonlijk gebruik.

Nuttigheidshalve kan in dit verband verwezen worden naar het artikel 26bis, 2°, van het koninklijk besluit van 31 december 1930 houdende regeling van de slaapmiddelen en de verdovende middelen en betreffende risicobeperking en therapeutisch advies, zoals ingevoegd door het koninklijk besluit van 16 mei 2003 dat de misdrijven bepaalt die behoren tot de "eerste categorie", zijnde de inbreuken inzake invoer, vervaardiging, vervoer, aanschaf en bezit van slaap- en verdovende middelen, alsmede de teelt van cannabisplanten, voor persoonlijk gebruik.

3. De verzwarende omstandigheden zijn deze die opgenomen zijn in artikel 2bis van de wet van 24 februari 1921. De omstandigheden die de openbare orde verstoren, zijn :

- het bezit van cannabis in een strafinrichting of in een instelling voor jeugdbescherming;
- het bezit van cannabis in een onderwijs- of gelijkaardige instelling of in hun onmiddellijke omgeving. Dit zijn de plaatsen waar de leerlingen zich verzamelen of elkaar ontmoeten, zoals een halte van het openbaar vervoer of een park in de nabijheid van een school;
- het ostentatief bezit van cannabis in een openbare plaats of een plaats die toegankelijk is voor het publiek (b.v. een ziekenhuis).

De procureur des Konings zal rekening houden met de lokale omstandigheden en zal, desgevallend, daarover preciezere richtlijnen geven.

Met het oog op een adequate handhaving van de openbare orde en rekening houdende met de capaciteit van de politiediensten kan door elke procureur des Konings een bijzondere richtlijn worden verspreid naar aanleiding van massabijeenkomsten. Deze tijdelijke en specifieke richtlijn moet alsdan een welbepaald evenement beogen en gemotiveerd zijn door de omstandigheden, eigen aan het evenement zelf (b.v. een rockfestival).

D. Richtlijnen inzake vaststelling en registratie

1. De vaststelling van het bezit, door een meerderjarige, van een hoeveelheid cannabis die 3 gram niet overschrijdt of van 1 cannabisplant, bestemd voor persoonlijk gebruik, zonder verzwarende omstandigheid noch verstoring van de openbare orde, zal enkel aanleiding geven tot het opstellen van een vereenvoudigd proces-verbaal (VVP). In alle andere gevallen wordt een gewoon proces-verbaal opgesteld.

2. In het vereenvoudigd proces-verbaal zullen enkel de volgende gegevens worden opgenomen :

- notitienummer
- plaats en datum van de feiten
- aard van de feiten (type en hoeveelheid van het product)
- volledige identiteit van de dader
- samenvatting van zijn versie van de feiten.

3. Les procès-verbaux simplifiés seront conservés sur support électronique au service de police qui a fait la constatation.

4. Une fois par mois, les procès-verbaux simplifiés seront transmis, au moyen d'un relevé, au parquet du lieu où la constatation a été faite.

5. Les procès-verbaux simplifiés ne seront pas introduits dans le système TPI/REA. Comme il ne s'agit pas de dossiers du parquet, ils n'appartiennent pas au flux d'entrée, au stock ou au flux de sortie des parquets. Ils ne seront, dès lors, pas comptés dans les statistiques du parquet.

6. Les infractions qui, dans le cadre de la présente directive, seront enregistrées dans un PVS, ne donneront pas lieu à une saisie des substances stupéfiantes. Ces dernières pourront donc rester en possession de l'intéressé. Si celui-ci en fait abandon volontaire, ces substances seront détruites sans délai par le responsable désigné à cette fin dans le service de police concerné.

Bruxelles, le 25 janvier 2005.

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le procureur général près la cour d'appel de Bruxelles,
président du Collège des procureurs généraux,
A. VAN OUDENHOVE

Le procureur général près la cour d'appel d'Anvers,
Mme Ch. DEKKERS

Le procureur général près la cour d'appel de Mons,
G. LADRIERE

Le procureur général près la cour d'appel de Gand,
F. SCHINS

Le procureur général près la cour d'appel de Liège,
C. VISART de BOCARME

3. De vereenvoudigde processen-verbaal zullen op een elektronische drager worden bewaard binnen de politiedienst die de vaststelling heeft verricht.

4. De vereenvoudigde processen-verbaal worden één keer per maand, middels een lijst, overgemaakt aan het parket van de plaats waar de vaststelling werd gedaan.

5. De vereenvoudigde processen-verbaal zullen niet in het REA/TPI-systeem worden ingevoerd. Vermits het geen parketzaken zijn, behoren ze niet tot de instroom, stock of uitstroom van de parketten. Zij worden dus niet in de parketstatistieken geteld.

6. De inbreuken die, in het kader van onderhavige richtlijn, geregistreerd worden in een VPV, geven geen aanleiding tot een inbeslagname van de aangetroffen verdovende middelen. Deze mogen derhalve in het bezit blijven van de betrokkene. Indien deze laatste er vrijwillig afstand van doet, worden deze stoffen onverwijld vernietigd door de hiertoe aangeduide verantwoordelijke van het betreffende politiekorps.

Brussel, 25 januari 2005.

De Vice-eerste Minister en Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel,
voorzitter van het College van procureurs-generaal,
A. VAN OUDENHOVE

De procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen,
Mevr. Ch. DEKKERS

De procureur-generaal bij het hof van beroep te Bergen,
G. LADRIERE

De procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent,
F. SCHINS

De procureur-generaal bij het hof van beroep te Luik,
C. VISART de BOCARME

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2005/09064]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

Communication importante

Modification de l'article 287 du Code judiciaire, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004 (loi du 3 mai 2003 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire) :

Toute candidature à une nomination (voir énumération à l'article 58bis, 1^o, du Code judiciaire) ou à une désignation de chef de corps (voir énumération à l'article 58bis, 2^o, du Code judiciaire) dans la magistrature doit, à peine de déchéance, être accompagnée :

a) de toutes les pièces justificatives concernant les études et l'expérience professionnelle;

b) d'un curriculum vitæ rédigé conformément à un formulaire type établi par le Ministre de la Justice sur la proposition du Conseil supérieur de la Justice (voir *Moniteur belge* des 9 janvier 2004, 15 janvier 2004 et 2 février 2004 et voir également www.just.fgov.be - emplois - Ordre judiciaire - emplois vacants).

Tous ces documents doivent être communiqués en double exemplaire;

— procureur du Roi près le tribunal de première instance de Namur.

Pour la fonction de chef de corps, mentionnée ci-dessus, le profil général a été publié au *Moniteur belge* du 16 septembre 2000 et le plan de gestion, visé à l'article 259quater, § 2, alinéa 3, du Code judiciaire, doit, sous peine de déchéance, être adressé en deux exemplaires, par courrier recommandé, au Ministre de la Justice dans un délai de soixante jours à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge*;

— substitut du procureur général près la cour d'appel de Liège : 1 (à partir du 1^{er} juillet 2005);

— substitut du procureur du Roi de complément dans le ressort de la cour d'appel d'Anvers : 1;

— juge au tribunal de première instance de Bruxelles : 1.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2005/09064]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

Belangrijke mededeling

Wijziging van artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek, in werking getreden op 1 januari 2004 (wet van 3 mei 2003 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek) :

Elke kandidatuur voor een benoeming (zie opsomming in artikel 58bis, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek) of voor een aanwijzing tot korpschef (zie opsomming in artikel 58bis, 2^o, van het Gerechtelijk Wetboek) in de magistratuur dient op straffe van verval, vergezeld te zijn van :

a) alle stavingstukken met betrekking tot de studies en beroepservaring;

b) een curriculum vitæ overeenkomstig een door de Minister van Justitie, op voorstel van de Hoge Raad voor de Justitie, bepaald standaardformulier (zie *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 2004, 15 januari 2004 en 2 februari 2004 en zie ook www.just.fgov.be - vacatures - Rechterlijke Orde - openstaande vacatures).

Al deze stukken moeten in tweevoud worden overgezonden;

— procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Namen.

Het standaardprofiel van de hierboven vermelde functie van korpschef werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 september 2000 en het beleidsplan, bedoeld in artikel 259quater, § 2, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, moet, op straffe van verval, in tweevoud, bij een ter post aangetekend schrijven aan de Minister van Justitie worden gericht binnen een termijn van zestig dagen na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*;

— substituu-procureur-generaal bij het hof van beroep te Luik : 1 (vanaf 1 juli 2005);

— toegevoegd substituu-procureur des Konings in het rechtsgebied van het hof van beroep te Antwerpen : 1;

— rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel : 1.